

**COMPTE RENDU DE LA RÉUNION
DU COMITE SYNDICAL
DU 24 OCTOBRE 2012**

Les convocations ont été envoyées le 16/10/2012.

La séance est ouverte à 18H30 par monsieur Charles BICH, président.

Etaient présents : Mesdames et Messieurs BICH, JEANNIN, BILLION, HUYGUE, ROUSSET, ROCHE, VIGREUX, FERRAGATTI, RAVIER, DUPEPET, PACHE, MANDRAY, PAGET, POUCHOT ROUGE, GALLO, VILLON, FLAMMIER, EXERTIER, DALBON, CARRIER, MARTINEZ, RAFFOUX, BARBIER, FRANCHINI, GUILLON, BELLEAU, AUBERT, COLONEL, COMTE, RAFFIN.

Etaient excusés : Mesdames et Messieurs SANTAIS, TROTTA, ROSSET, BOUVIER, DRILLAT, REVY, RENAUD, BRELLIER SPOLITINI.

Etaient absents : Mesdames et Messieurs TESSANNE, ROCHE, CLAMECY, MICHEL, ZANARDI, THOMAS, DONJON, GUIDET, ANGERAND, MENET THIBAUD, PEDRON, FOURNIER, BERGER, VOGEL, GRANIER, BARNIER, VALLIN BIDON, GEOFFROY, BRICALLI.

Monsieur André BONMIER est désigné secrétaire de séance à l'unanimité.

Le compte rendu du 31 mai 2012 est approuvé à l'unanimité.

La communauté de communes Le Grésivaudan a nommé un nouveau délégué pour la commune de Chapareillan, Mr FERRAGATTI en remplacement de Mr LAZZARONI, décédé.

Membres : 58

Quorum : 30

Présents : 30

Votants : 32

ASSISTENT EGLEMENT : M. COULON, trésorier présenté par le président, M.GRUET pour Sté IDEX, M.DUPON pour Sté SIBUET.

SOMMAIRE

1- Budget supplémentaire 2012

2- Groupement CSA3D :

- 2.1- Adhésion de nouvelles collectivités au groupement CSA3D
- 2.2- Convention de recrutement d'un chargé de mission mâchefers

3- Ressources humaines :

- 3.1- Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade
- 3.2- Création de poste : adjoint technique 1ère classe
- 3.3- Mandatement du centre de gestion et conventionnement pour la protection sociale des agents
- 3.4- Montants prévisionnels de la participation du SIBRECSA : complémentaire santé/garantie maintien de salaire

4- UIOM :

- 4.1 - Avenant n°3 au marché d'exploitation IDEX Environnement relatif à la mise en œuvre d'installations de mesures en semi-continu des dioxines et des furannes
- 4.2 – Convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage

5- Déchèteries

- 5.1- Règlement des déchèteries
- 5.2- Planning de rénovation des déchèteries / emprunt

6- Collecte sélective

- 6.1- Subvention pour l'installation de conteneurs de tri semi-enterrés

7- Compte-rendu des délégations du comité au président

8- Débat d'orientations budgétaires

Informations

1- Budget supplémentaire 2012

2012-018 (7.1)

Le président présente et commente le budget supplémentaire 2012 et explique que la présentation de l'annexe collecte sélective sera maintenue sous sa forme existante mais avec quelques modifications dans le contenu.

Le budget supplémentaire est approuvé à l'unanimité par le comité.

2- Groupement CSA3D (charte du sillon alpin)

2.1- Adhésion de nouvelles collectivités au groupement CSA3D

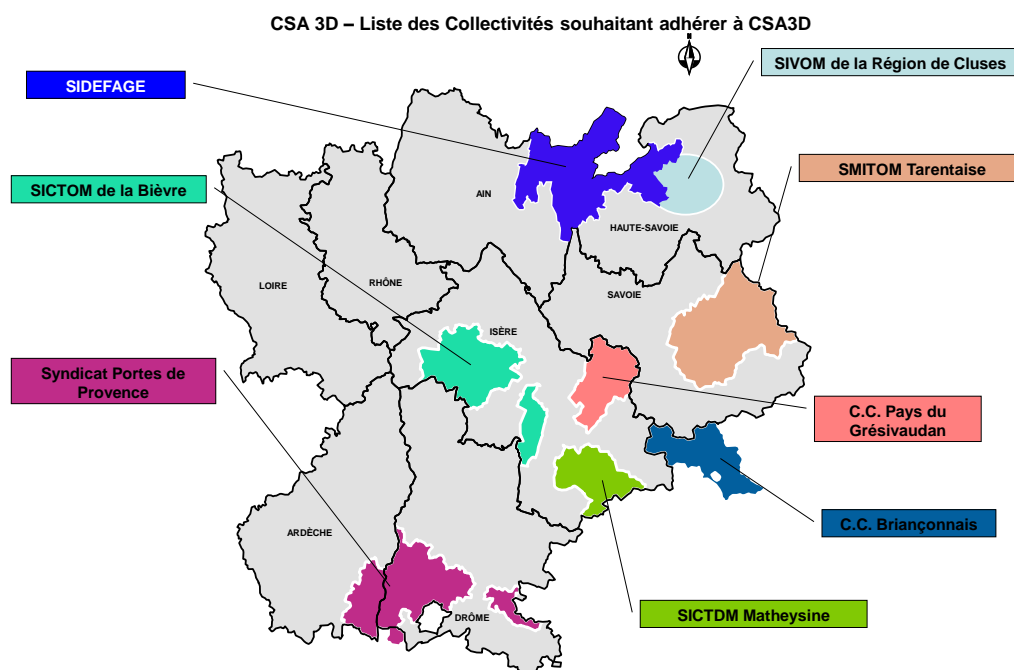
2012-019 (9)

Huit collectivités (environ 861 000 habitants) demandent l'adhésion à la Charte de Coopération du Sillon Alpin pour le Développement Durable des Déchets : le SMITOM de Tarentaise, le SIDEFAGE, le Syndicat des Portes de Provence (SYPP), le SICTOM de la Bièvre, la Communauté de Communes Le Grésivaudan, le SICTOM de la Matheysine, la Communauté de Communes du Briançonnais, et le SIVOM de la Région de Cluses.

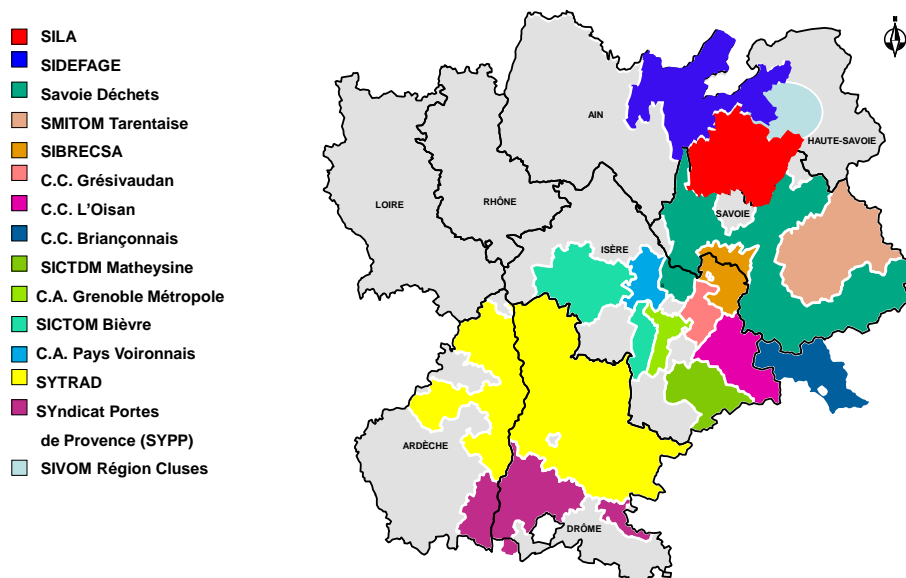
La population concernée par le nouveau périmètre avoisinerait ainsi 2 573 000 habitants pour un total de 15 collectivités adhérentes.

L'élargissement répond aux objectifs de coopération et reste pertinent au regard de la configuration géographique et de l'organisation territoriale du sillon alpin.

Chaque collectivité adhérente doit recueillir au préalable l'avis favorable de son assemblée délibérante pour que les demandes de ces nouvelles collectivités soient acceptées par le groupement CSA3D.



TERRITOIRE CSA3D APRES INTEGRATION DES NOUVELLES COLLECTIVITES



Le comité approuve à l'unanimité l'élargissement du CSA3D à ces huit collectivités citées précédemment.

2.2- Convention de recrutement d'un chargé de mission mâchefers

2012-20 (9)

Débat : la gestion des mâchefers est difficile dans notre région et le Préfet incite désormais à leur utilisation en technique routière. Les conseils généraux ainsi que les collectivités commencent à les intégrer dans leurs marchés publics malgré quelques réticences parfois. Le président s'étonne de la polémique autour de l'utilisation des mâchefers pour autant qu'elle se fait dans les conditions règlementaires. En effet, aujourd'hui les analyses et la surveillance misent en œuvre montrent que les mâchefers sont tout à fait utilisables. Des délégués s'interrogent sur le devenir des mâchefers à 30 ans et rétorquent qu'il ne faut pas minimiser leur impact sur l'environnement. Le président propose de transmettre les dernières analyses des mâchefers de l'UIOM de Pontcharra et rappelle que les effets induits de Gilly porte encore préjudice au secteur de l'incinération. La question de l'utilisation des mâchefers dans les autres pays européens est posée par un délégué et fera l'objet de recherches. Le tri des OM doit néanmoins être encore mieux suivi afin de ne pas prendre de risques sur la qualité des mâchefers.

Considérant les enjeux liés à la gestion des mâchefers au sein du SIBRECSA et du CSA3D, un chargé de mission est recruté pour étudier les différentes pistes d'actions et promouvoir ce matériau.

Le coût annuel pour le SIBRECSA est de 1856.15 € mais sera réajusté en considération de l'élargissement du périmètre du CSA3D.

Le comité approuve à l'unanimité.

3- Ressources humaines

3.1- Détermination des taux de promotion pour les avancements de grade

2012-21 (4.1)

Conformément au 2ème alinéa de l'article 49 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il appartient désormais à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique Paritaire, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents remplissant les conditions pour être nommés au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

Cette modalité concerne tous les grades d'avancement (pour toutes les filières), sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police municipale.

Vu l'avis favorable du Comité Technique Paritaire en date du 6 juin 2012.

Le comité fixe un taux d'avancement de grade de 100 % pour tous les grades.

A noter que l'autorité territoriale reste libre de nommer, ou non, les agents à un grade d'avancement. Elle peut choisir de ne pas inscrire les agents au tableau d'avancement de grade même si les ratios le permettent. Toutefois, elle ne peut procéder aux nominations que dans la limite des ratios fixés par le comité.

3.2- Création de poste : adjoint technique 1ère classe

2012-22 (4.1)

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, il appartient au comité de fixer l'effectif des emplois nécessaire au fonctionnement des services.

Compte tenu de l'avancement de grade de Mme Nathalie Ferrebeuf, le président propose la création d'un emploi de messenger du tri au grade d'adjoint technique 1ère classe à temps complet relevant de la catégorie C à compter du 1er janvier 2013.

Le tableau des emplois est modifié comme suit et les crédits correspondants seront inscrits au budget :

EMPLOI	GRADE(S) ASSOCIE(S)	CATEGORIE	Ancien effectif	Nouvel effectif	Durée hebdomadaire
Directrice	Technicien principal 2ème classe	B	1	1	Temps complet
Messenger du tri	Adjoint technique 2ème classe	C	1	0 le poste sera supprimé après avis du CTP	Temps complet
Messenger du tri	Adjoint technique 1ère classe	C	0	1	Temps complet
Messenger du tri	Adjoint d'animation 2ème classe	C	1	1	Temps complet

Le comité approuve à l'unanimité.

3.3- Mandatement du centre de gestion et conventionnement pour la protection sociale des agents

2012-23 (4.6)

Conformément à la loi du 19 février 2007 et par délibération du 22 juin 2011, le comité syndical décidait d'adhérer au contrat cadre d'action sociale mutualisé, négocié et centralisé par le centre de gestion de l'Isère et de participer financièrement aux contrats des agents à hauteur de 30 % pour la complémentaire santé et de 20 % pour la prévoyance.

Le décret d'application n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 permet toujours aux collectivités de participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents mais impose le vote d'un montant.

- Les contrats d'action sociale du SIBRECSA doivent donc être remplacés, soit dans le cadre d'une labellisation des contrats, soit dans celui d'une convention de participation. La convention de participation présente l'avantage d'être plus souple dans sa mise en œuvre et ses garanties, mais elle doit s'organiser par une mise en concurrence des prestataires. Le centre de gestion de l'Isère, qui peut être mandaté par le SIBRECSA pour cette tâche, propose d'établir une convention de participation pour la complémentaire santé d'une part et la prévoyance d'autre part.

Le président propose de charger le CDG38 de négocier un contrat cadre d'action sociale mutualisé ouvert à l'adhésion facultative des agents dans le cadre d'une convention de participation, auprès d'une mutuelle, d'une institution de prévoyance ou d'une entreprise d'assurance agréée.

Le comité approuve cette proposition à l'unanimité.

- Le CDG38 a lancé une procédure de convention de participation dans les conditions prévues par la loi du 26 janvier 1984 (article 88-2) et conformément au décret du 8 novembre 2011. Suite à un appel d'offres, le CDG38 a attribué les marchés suivants :
 - pour la complémentaire santé (lot 1) : Mutuelle Intériale
 - pour la prévoyance (lot 2) : Mutuelle de France Prévoyance

La durée des contrats est de 6 ans à effet au 1er janvier 2013, renouvelable 1 an.

Le syndicat peut adhérer à ces contrats par délibération, après signature d'une convention avec le CDG 38.

Le comité approuve l'adhésion aux contrats du CDG38 pour les 2 lots et valide les conventions en résultant, à l'unanimité.

3.4- Montants prévisionnels de la participation du SIBRECSA : complémentaire santé/garantie maintien de salaire

2012-24 (4.6)

Les conventions santé et prévoyance donnent la possibilité aux agents du syndicat d'adhérer à tout ou partie de ces lots, en fonction de leurs besoins.

Sur proposition du bureau, le comité valide à l'unanimité, la prise en charge de :

- 50 € par agent et par mois pour la complémentaire santé, ce qui représente un budget de 1800 € par an si les 3 agents souscrivent un contrat
- 13 € par agents et par mois pour la prévoyance (maintien de salaire), soit un coût de 468 € par an pour le syndicat si les 3 agents souscrivent un contrat

Dans ce cadre, l'assiette de cotisation doit être choisie par le syndicat parmi les formules proposées (de 90 % à 100 % du traitement indiciaire brut (TIB) + NBI (Nouvelle Bonification Indiciaire) et primes incluses ou non de 50 % à 100 %) : le comité retient l'assiette de cotisation de 90 % du TIB+ NBI, soit l'option 1, à l'unanimité.

4- UIOM :

4.1- Avenant n°3 au marché d'exploitation IDEX Environnement relatif à la mise en œuvre d'installations de mesures en semi-continu des dioxines et des furannes

2012-25 (1.1)

L'arrêté du 3 août 2010 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération de déchets non dangereux stipule que ces installations doivent réaliser la mesure en semi-continu des dioxines et des furannes au 1er juillet 2014.

Dans cet objectif et compte tenu des projets déjà entrepris sur l'usine, le président propose de confier à IDEX Environnement la réalisation et la prise en charge des nouveaux équipements nécessaires à ces mesures et à la mise en conformité de l'usine d'incinération de Pontcharra.

Ces dispositions passent par un avenant n°3 au contrat d'exploitation en cours dans lequel la nouvelle participation forfaitaire annuelle (sur les valeurs de juillet 2008) passe de 751680 € HT à 776230 € HT.

Le comité approuve l'avenant n°3 à l'unanimité.

4.2- Convention d'assistance à maîtrise d'ouvrage

2012-26 (1.4)

Dans le cadre du projet de valorisation énergétique en cours, il paraît très utile d'y associer l'exploitant de l'usine d'incinération, pour le fonctionnement futur de l'usine et pour faciliter le déroulement du chantier. Avec le concours d'Inddigo car le marché en cours le prévoit (sous-phase assistance aux marchés existants), une convention est à établir que le comité autorise le président à négocier et à signer.

5- Déchèteries

5.1- Règlement des déchèteries

2012-27 (6.4)

Des délégués relèvent quelques points de dysfonctionnement dans la gestion des déchèteries comme l'heure de fermeture, l'estimation des volumes et les travaux : Mr Dupon est invité à intervenir pour les explications.

Dans le but d'encadrer les pratiques sur les sites des déchèteries du SIBRECSA, un règlement des déchèteries est approuvé par le comité, à l'unanimité.

5.2- Planning de rénovation des déchèteries / emprunt

2012-28 (7.3)

L'avant projet de rénovation des déchèteries ayant été trop ambitieux, les priorités ont été revues et de nouveaux plans encore provisoires ont été présentés.

Compte tenu de la conjoncture économique actuelle, il est difficile d'obtenir des financements.

Un emprunt de 150 000 € auprès de la Caisse d'Epargne (taux fixe de 4.60 % sur 15 ans, avec remboursement trimestriel) est proposé, le montage du dossier se fera fin 2012.

Cet emprunt sera complété par d'autres en fonction des besoins liés à l'avancement des travaux de rénovation. Il est projeté de réaliser un autofinancement à hauteur de 50 % du coût des travaux.

Le comité approuve la souscription de cet emprunt à prévoir sur le budget primitif 2013 et autorise le président à signer les contrats et autorisations s'y rapportant, à l'unanimité.

6- Collecte sélective

6.1- Subvention pour l'installation de conteneurs de tri semi-enterrés

2012-29 (7.5)

Conformément aux délibérations du comité syndical du 7 juillet 2010 et du 9 décembre 2011, et suite à la demande de la commune de Montmélian, le comité approuve le versement d'une subvention de 5400 € (arrondi) correspondant à l'installation de conteneurs de tri enterrés (somme de 3470 € pour le matériel et de 1854 € pour 18 m² de terrassement), à l'unanimité.

Le délégué de La Croix de la Rochette expose le projet imminent de réaliser un PAV en conteneurs enterrés pour remplacer le PAV aérien déjà existant et demande au syndicat de revoir sa position quand à son subventionnement. Le président rappelle les conditions de subvention qui concernent les nouveaux PAV réalisés et non le remplacement de PAV pour ne pas avoir à stocker un jour un nombre de conteneurs aériens inutilisés. Néanmoins, le président propose à la commission collecte sélective de revoir la question et de réfléchir à l'établissement d'un cadre de subvention moins restrictif mais élaboré à partir de critères à travailler.

7- Compte-rendu des délégations du comité au président

2012-30 (5.4)

- Décision 12-004 : l'offre de SMED travaux publics pour la réalisation de plateformes destinées aux PAV est renouvelée pour une période de 2 ans à compter du 6 septembre 2012.
- Décision 12-005 : l'offre de G Environnement est acceptée pour un montant de 5240 € HT (analyses environnementales)
- Décision 12-006 : le marché de transport et de valorisation ou élimination des mâchefers de l'UIOM de Pontcharra est déclaré sans suite (lots 1 et 2) pour motif d'intérêt général : les montants des offres reçues dépassent les seuils de procédures de publicités des marchés publics.

8- Débat d'orientations budgétaires 2012-31 (5)

Au cours des débats, le président a détaillé les projets et l'organisation de leurs financements : rénovation des déchèteries, les analyses en semi-continu des dioxines et furannes, la poursuite du travail sur le projet de valorisation énergétique. Si la Communauté de Communes Le Grésivaudan poursuit ses démarches sur les conteneurs semi-enterrés, projet long et lourd en termes de coûts, le syndicat travaillera en parallèle sur les dispositions à prendre pour avoir la même démarche sur les communes de Savoie.

Un délégué de la commune du Cheylas s'interroge sur la communication liée à ce projet de conteneurs semi-enterrés, ceux-ci vont changer les habitudes et une campagne d'information des habitants est nécessaire. Le président rappelle que l'expérimentation concernera plus particulièrement les ensembles immobiliers, et que la communication, notamment en porte à porte, pourra être réalisée conjointement entre les services du SIBRECSA et ceux de la Communauté de Communes mais cela n'a pas encore été évoqué. La pédagogie viendra progressivement.

Un autre délégué fait l'observation que la collecte des OM en apport volontaire est préférable à la collecte en porte à porte. Par contre, il est noté que les bacs collectifs sont souvent composés de déchets non ménagers ou pouvant être triés. Le président rappelle donc que l'ambition est d'installer des conteneurs semi-enterrés quand cela est possible et d'améliorer la collecte en porte à porte mais également la collecte sélective et le tri.

Information

- ✓ Une erreur de plume s'est glissée dans l'article 4.1 : il est prévu 2 délégués par commune de plus de mille habitants et plus et non « et moins ». Les communautés de communes ont été informées et cette erreur n'a pas d'incidence sur la validation des statuts.
- ✓ Le groupe de travail sur le projet de valorisation énergétique se réunira le 23 novembre à 17h30 en mairie de Pontcharra pour l'examen des candidatures.
- ✓ La date du prochain comité syndical est fixée au **14 décembre 2012** à 18h30 en mairie de Pontcharra.

DIFFUSION : membres, présidents des communautés de communes, maires des communes du SIBRECSA, Trésorier, Sociétés Idex, Sibuet, 2 ex. en Préfecture, 1 ex. archive, 1 ex. pour l'affichage.